

L'Arche de Noé

# Noyan Tapan

Hebdomadaire

L'ESSENTIEL

Depuis le 4 Mai 1993

#8 (809)

1er Mars  
2010



Prix: 1000 drams

## Les avocats accusent la Police



Les avocats Lousinée Sahakian et Yervand Varossian présentent des faits sur les violations pendant l'enquête.

Voir ci-dessous

### Un Fonds de services publics universels sera créé en Arménie

Par Hasmik Hakobian

Un Fonds de services publics universels sera créé en Arménie. Ce dernier assurera les régions arméniennes avec des services électroniques (communication, accès à l'Internet et d'autres services), a déclaré Samvel Arabajian, membre de la Commission chargée des services publics, lors de la conférence de presse du 22 février. Selon lui, le fonds est actuellement à la phase de l'établissement. Il financera la formation des paquets de services électroniques dans les régions, en garantissant l'accès des moyens de communication à la population.

Selon S. Arabajian, avec le soutien de la Banque mondiale, l'expérience internationale a été étudiée, des études semblables sont également menées en Arménie. La structure et les objectifs de l'activité du fonds seront déterminés d'ici fin 2010. Le fonds sera financé par de grands opérateurs et la direction de la mise en oeuvre des mesures sera déterminée par le conseil des curateurs.

### Selon les avocats, des violations ont été commises pendant l'enquête de l'affaire Saribek Soukiassian

Par Sona Machourian

Plusieurs violations ont été commises pendant l'enquête préalable de l'affaire Saribek Soukiassian, président du Conseil d'"Armeconombank" et d'Artaches Stépanian, directeur de la foire "Ayrarat", ont déclaré leurs avocats Lousinée Sahakian et Yervand Varossian, lors de la conférence de presse du 23 février.

Tout en contredisant les assurances contraires du chef de la Police d'Erévan, Nerses Nazarian, les avocats, en particulier, ont indiqué que S. Soukiassian et A. Stépanian, avaient été illégalement gardés respectivement pendant 9 et 10 heures au local de la Police, pendant 4 heures ils avaient été déçus de la possibilité de rencontrer leurs avocats car ils leurs avaient été défendu d'entrer dans le local de la Police.

Outre cela, dans la décision de la Cour sur la tenue d'une perquisition au bureau de S. Soukiassian l'adresse indiquée est incorrecte, et

le juge d'instruction l'a effacé, et a écrit, selon lui, la vraie adresse, et a dit " la correction est la mienne ". C'est-à-dire, selon les avocats, une perquisition illégale a été réalisée. Tout en confisquant le texte de la déclaration sur les violations présentes dans l'affaire, le juge d'instruction Artur Petrossian a interdit aux avocats de copier cette déclaration. Et ce qu'une dizaine de policiers ont brisé les portes du bureau de S. Soukiassian, selon les avocats, c'était l'endommagement intentionnel des biens et l'abus de la position officielle car l'entrée principale du bureau était ouverte, et les policiers pouvaient entrer librement au bureau.

" Dès le moment de l'engagement du procès jusqu'ici je n'ai pas vu au moins un document rédigé par le corps de l'instruction préalable, qui serait conforme à la loi ", a déclaré L. Sahakian, ajoutant : "Et dans cette circonstance insister qu'il n'y a pas de violations dans

suite à la page 2

### Nerses Yeritsian : La crise est restée en arrière, cependant il faut surmonter les défis du futur

Par Hasmik Hakobian

" Il est impossible de prévoir la crise si même on sent qu'il y a un tel danger. L'important est de former des savoir-faire dans telles situations afin de gérer la crise et d'en tirer profit. L'Arménie a fait de sorte : elle a géré la crise financière et économique ", a déclaré Nerses Yeritsian, ministre de l'Economie d'Arménie, lors du 7e Congrès économique international " Pont ", organisé à Tsakhkadzor, le 20e février.

Selon lui, la crise a montré au monde qu'il n'y avait pas de pays qui pourrait rester exempt des mouvements globaux. " En effet, pour l'Arménie la crise était forcée. Cependant, l'Arménie a pu la gérer grâce à la perception du peuple, le soutien du milieu des affaires et de la politique active du gouvernement ", a indiqué N. Yeritsian. Selon lui, les rythmes de la croissance de 2,4% enregistrée en janvier dernier montrent déjà que la crise est restée en arrière, cependant il faut surmonter les défis du futur.

Selon N. Yeritsian, actuellement tous les pays essaient agressivement de devenir des joueurs internationaux et font de sérieux investissements dans les nouvelles directions de développement. Il reste à l'Arménie d'être plus ini-



tiatrice pour ces opportunités. Donc, selon N. Yeritsian, il faut réfléchir plus globalement et ne pas se limiter avec les ressources possédées car le capital deviendra plus mobile dans le monde d'après crise. Dans ce sens le gouvernement peut jouer un rôle catalytique dans ces grands projets d'infrastructure, que l'on a déjà annoncé, avec des pas concrets étant pris actuellement sur certains d'entre

eux. En particulier, un grand projet d'investissement sur la construction routière, la communication et les secteurs de l'énergie est en préparation. Des décisions concrètes sur la fondation d'une Banque pan-arménienne sont aussi prises : des investissements sont faits et une équipe de direction se forme actuellement. Ceux-ci sont de grands projets qui changeront l'échelle de l'économie arménienne. " On parlera des investissements de plusieurs milliards et ils sont déjà évidents aujourd'hui ", a dit le ministre.

Il a considéré l'exportation comme une autre direction importante de développement économique. Il a également souligné l'importance d'améliorer le climat des affaires. " On doit rendre accessible les marchés développés à l'Arménie, en particulier, une grande occasion s'est créée pour entrer dans le marché européen, <...> où il y a des millions de consommateurs de bon goût et solvables, et cela nous aidera à diversifier notre indus-

suite à la page 3

## Les résultats du travail des conseillers de l'UE dans les organes de l'Etat d'Arménie sont généralisés

Par Sona Machourian

Les travaux réalisés pendant le dernier trimestre de 2009 ont été généralisés et le programme de travail du premier semestre de 2010 a été prescrit lors de la 3e séance du Conseil du groupe consultatif de l'Union européenne tenue le 22 février.

Rolf Benken, chef de l'équipe du groupe consultatif de l'UE, a annoncé que le nombre des conseillers avait été augmenté au ministère de l'Economie, ce qui contribuerait à la mise en oeuvre des travaux préparatoires de l'Accord universel de libre échange. Le ministre de l'Economie de la RA Nerses Yeritsian a indiqué que les travaux préparatoires dans la direction de l'accord universel de libre échange avec l'Union

européenne exigeaient des changements structurels, des réformes sérieuses dans divers domaines de l'économie.

A son tour, Artur Baghdassarian, secrétaire du Conseil de Sécurité Nationale d'Arménie, a fait cas, en particulier, des réformes réalisées dans le domaine de gestion publique, de l'assistance manifestée par le groupe consultatif à la mise en oeuvre du projet de la stratégie anti-corruption. Il a attaché de l'importance à la fondation d'une Académie diplomatique en Arménie, ainsi qu'à l'assistance au renforcement des capacités du bureau de l'Ombudsman, à l'élaboration du programme national de la défense des droits de l'homme, à l'assistance consultative d'un certain nombre de réformes. A la

suite de l'assistance dans le domaine de douane, l'Arménie aura dans l'immédiat un système douanier conforme aux normes européennes. Cela donnera la possibilité de diminuer les risques de corruption, d'éliminer la bureaucratie inutile et de rendre plus entier le système de communication électronique entre les entités économiques et les organes de l'Etat.

A. Baghdassarian a fait également cas de l'assistance manifestée par le groupe consultatif dans la sphère économique, en particulier, des démarches prises dans la direction du service de la dette de l'Etat de l'assistance manifestée dans l'affaire de l'exportation vers les marchés de l'Union européenne de poisson, de l'eau et des denrées alimentaires d'origine

agricole. Le secrétaire du CSN trouve qu'il faut approfondir la consultation dans les sphères des sciences, de l'enseignement et des situations extérieures.

Dafina Gercheva, représentante permanente du projet de développement de l'ONU, a évalué le programme consultatif réalisé en Arménie comme réussi. Il a indiqué qu'actuellement les demandes du pays étaient tenues en compte, et une assistance au développement à long terme des capacités était manifestée. Il a indiqué que le développement des capacités et le renforcement des structures de l'Etat étaient les questions principales du Projet de développement de l'ONU de 2010 à 2015. Selon lui, trois sphères principales sont prévues : à continuer à assister au gouvernement

dans les efforts visant à la réduction de la pauvreté, dans le processus de l'élimination de la crise, à assister au renforcement et approfondissement futur de la démocratie et des structures publiques, au renforcement de la société civile, à l'assurance de l'énergie. " Les suprématies de l'ONU sont en conformité avec les suprématies et les objectifs nationaux ", a indiqué le représentant de l'ONU.

Le groupe consultatif de l'UE a été créé en novembre 2009 à Bruxelles dans le cadre de l'accord signé par Edouard Nalbandian, ministre des Affaires étrangères de la RA et Benita Ferrero-Waldner, Commissaire pour les relations extérieures de l'UE et la politique européenne de voisinage.

## Selon les avocats, des violations ont été commises pendant l'enquête de l'affaire Saribek Soukiassian

Début à la page 1

l'affaire, cela signifie ou le chef de la police d'Erévan a été dupé ou bien il dupe la société ". Selon les avocats, l'objectif final de ce tohu-bohu est de saisir l'usine "Byuregh" appartenant à S. Soukiassian, et de le remettre à une personne concrète, à l'homme d'affaires Rouben Hayrapétian.

Ara Zohrabian, avocat des hommes d'affaires Khatchatour et Saribek Soukiassian, s'est adressé au président d'Arménie Serge Sargssian et à tous les hauts dignitaires du pays, afin de prévenir les tentatives de l'intervention du corps de l'enquête préalable dans l'activité de l'avocat. L'avocat demande au procureur général d'Arménie et au procureur des régions administratives Eréboundi et Noubarchen d'Erévan d'éliminer la décision "Sur la confiscation" (par la partie de la confiscation de l'ordinateur) du 23 février 2010 de H. K. Délyan, lieutenant - chef de

la police, juge de l'organe d'instruction de la Police d'Eréboundi par la force de l'article 13 de la Convention " Sur la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales " et de l'article 290



du Code de procédure pénale de la RA.

Selon l'avocat, l'investigateur avait eu l'intention de confisquer l'ordinateur pour vérifier le fait de l'élaboration d'un document juridique lié au client de l'avocat

Ara Zohrabian. Par le consentement d'Ara Zohrabian, le dossier respectif a été examiné dans cet ordinateur (y compris la chronologie de sa création) et imprimé ensuite et envoyé à l'investigateur. L'avocat Ara Zohrabian n'a accordé à l'investigateur que l'imprimante et a refusé de fournir l'ordinateur (le processeur), expliquant que l'ordinateur contient des informations secrètes selon l'alinéa 22 de l'accord international de l'ONU " Principes concernant le rôle des juristes ", l'article 25 de la loi de la RA " Sur le Barreau ".

L'investigateur a confisqué l'imprimante. Le processeur n'est pas encore confisqué car l'avocat A. Zohrabian ne l'a pas donné, cependant il y a une menace réelle de sa confiscation forcée.

Il est à noter que le dossier confisqué concerne le procès criminel intenté contre Saribek Soukiassian, frère de Khatchatour Soukiassian.

## La Turquie peut utiliser la situation intérieure pour prolonger la ratification des protocoles

Par Sona Machourian

La Turquie peut utiliser la situation politique tendue dans le pays comme une raison pour prolonger la ratification des protocoles arméno-turcs, a indiqué Rouben Safrastian, turcologue, directeur de l'Institut des études orientales de l'Académie nationale des Sciences d'Arménie, lors de la réunion du 23 février avec les journalistes. En même temps il n'a pas exclu l'atténuation de la pression externe sur la Turquie concernant la normalisation arméno-turque.

Selon R. Safrastian, la situation politique en Turquie est devenue tendue au point de guerre : les groupements kemaliste et islamiste sont en conflit. Cependant, une révolution militaire en Turquie est peu probable car les forces locales sont conscientes que la révolution pourrait entraîner plusieurs morts. Selon R. Safrastian, il n'y a aucune force en Turquie qui pourrait vaincre le Parti " Justice et développement " et accéder au pouvoir dans les années à venir. Et si, néanmoins, une révolution militaire survient et les kemalistes accèdent

au pouvoir, R. Safrastian ne croit pas qu'ils continueront la politique actuelle de la Turquie. Selon lui, le processus entier lié aux protocoles arméno-turcs s'arrêtera immédiatement.

" A en juger des publications dans la presse turque, on peut arriver à la conclusion que bien que la Turquie ait choisie la politique de retard, un groupe d'intellectuels s'est formé dans ce pays qui croient que les relations avec l'Arménie devraient être normalisées. Évidemment, ils ne trouvent pas que la Turquie doive arrêter sa politique de négation du génocide et ils déclarent également que la Turquie devrait continuer à défendre les intérêts de l'Azerbaïdjan ", a noté R. Safrastian. Selon lui, aujourd'hui la majorité de la société turque et des forces politiques continue la politique traditionnelle de la Turquie : aucune relation ne devrait être établie avec l'Arménie jusqu'à ce que l'Arménie fasse des concessions unilatérales dans la question du Karabagh et renonce à la reconnaissance internationale du Génocide arménien.

## L'AN a adopté l'addendum à la loi " Sur les accords internationaux de la RA "

Le 25 février, avec 70 " pour ", 4 " contre " (sans abstention), en deuxième lecture, l'Assemblée nationale a adopté le projet de loi sur l'addendum à la loi " Sur les accords internationaux de la RA ".

Avec cela, la loi est complétée avec un nouvel article " la suspension ou bien la cessation des conceptions de la signature de l'accord international ", par lequel, en particulier, il est stipulé que le président arménien peut suspendre ou arrêter les conceptions de la signature de l'accord international et charger le ministère des Affaires étrangères d'en tenir au courant l'autre partie de l'accord ou bien le consignataire de l'accord international plurilatéral. Le président arménien, le premier ministre, le ministre des Affaires étrangères et le service compétent

peuvent se présenter avec une telle initiative.

Le gouvernement a rejeté les propositions faites par les députés après la première lecture du projet, à l'exception d'une, au changement du numérotage du nouvel article de la loi. Toutes les 8 propositions des membres de la fraction FRAD ont été rejetées. Ils avaient, en particulier, proposé de réserver également un droit à l'AN de se présenter avec l'initiative de la suspension ou de l'arrêt des conceptions de la signature de l'accord international de la RA.

Outre cela, les députés de la FRAD avaient attaché de l'importance à la stipulation des bases précises de la suspension ou de l'arrêt par des points additionnels du même article, à la prévision de la possibilité de suspendre ou

cesser unilatéralement l'accord par l'Arménie, " si les exigences de la Constitution de la RA et de ladite loi n'ont pas été préservées au cours de sa signature ". En rapport avec toutes les propositions des dachnaks le gouvernement a conclu : " elles n'ont pas été acceptées car le projet de loi ayant contenu des clauses de même teneur mises en circulation à l'initiative des députés de l'AN de la RA, a été soumis au gouvernement pour être conclu ".

Les membres de la fraction "Jarangoutiun" ont voté contre le projet. La fraction FRAD n'a pas participé au vote.

Il est évident que l'urgence est conditionnée par les derniers développements présents dans le processus de la ratification des protocoles arméno-turcs.

## S. Sargssian: Rien n'empêche la Turquie d'ouvrir la frontière fermée par elle

Par NEWS.am

Le président arménien Serge Sargssian n'a pas reçu à Kiev le ministre des Affaires étrangères de la Turquie Ahmed Davutoglu, NEWS.am a été informé du service de presse du président de la RA. Parmi les autres invités, Ahmed Davutoglu a également participé à la réception organisée en l'honneur de Victor Yanoukovitch. Il s'est approché du président arménien a échangé des idées avec lui.

Le président Sargssian a souligné que pour l'avancement une volonté politique est nécessaire, et l'Arménie considère que le processus présent doit aboutir à sa fin logique dans le plus court délai, autrement, comme il l'a été déclaré d'avance, la République d'Arménie retirera sa signature des protocoles. Le président arménien a redit que l'engagement de la Turquie dans la question du règlement du problème

du HK est impossible car c'est un pays qui manifeste une assistance militaire unilatérale à l'une des parties en conflit, à l'Azerbaïdjan, et il fait toujours des déclarations partiales sur le règlement du conflit.

Le pays, qui rêve d'une région sans frontières, doit faire le premier pas et éliminer le blocus de la frontière d'Arménie, ce qui donnera la possibilité d'ouvrir les infrastructures de communication et de transport dans la région. Si la pression azérie ne permet pas au parlement turc de ratifier les protocoles, donc rien n'empêche le pouvoir exécutif de la Turquie, même avant la ratification des protocoles, d'ouvrir la frontière fermée par elle-même entre les deux Etats, a dit le président arménien Serge Sargssian à son interlocuteur.

Il est à rappeler que Serge Sargssian est parti pour Kiev afin de participer à la cérémonie de l'inauguration du nouveau président de l'Ukraine Victor Yanoukovitch.

## Le voisinage contesté de l'Europe

Par Ronald Asmus

BRUXELLES - Quelle est la plus grande source de désaccord entre la Russie et l'Occident à l'heure actuelle ? Non pas l'Iran et l'Afghanistan, les questions les plus diffusées aux informations. C'est le

voisinage de l'Europe qu'ils contestent : l'avenir des pays situés à l'Est de la frontière de l'UE et de l'OTAN et à l'Ouest de la Russie. Tandis que l'Occident et la Russie ne font que brasser de l'air à propos de sécurité et de coopération en Europe, une course à l'influence géopolitique

dans cette région a réapparu.

Aujourd'hui, la Russie revendique ouvertement une sphère d'influence le long de sa frontière occidentale - en contradiction directe avec les engagements pris

suite à la page 4

## Un programme pilote sur la création d'une zone de libre échange sera lancé dans le territoire adjacent de l'Aéroport Zvartnots

Par Hasmik Hakobian

Un programme pilote sur la création d'une zone de libre échange sera lancé dans le territoire adjacent de l'Aéroport Zvartnots d'ici fin 2010, a dit Haik Mirzoyan, chef du Département de l'industrie du ministère de l'Économie de la RA, lors de la conférence de presse du 23 février. Il a informé que le programme avait pour objectif d'augmenter les exportations des produits agricoles, de contribuer à la productivité agricole, à l'introduction de nouvelles technologies, ainsi qu'à la formation de marque de produits agricoles arméniens dans le marché international.

Selon H. Mirzoyan, depuis l'adoption de la nouvelle conception de création d'une zone de libre échange par le gouvernement arménien en 2008, un travail considérable a été fait et des travaux préparatoires sont actuellement en cours. En 2009, un expert de la société "Flora Holland", engagée dans le plus grand commerce de fleurs dans le monde entier, a été invité en Arménie. Conjointement avec cet expert, un modèle d'affaires du centre logistique de la

zone de libre échange a été déjà élaboré. Outre cela, avec l'assistance dudit expert et l'Agence de développement arménienne, l'organisateur de la zone de libre échange, le directeur de l'Aéroport Zvartnots élabore actuellement un programme d'affaires du centre logistique de la zone de libre échange.

H. Mirzoyan a dit que conformément au programme, il était prévu de créer des points pilotes de la collecte des denrées alimentaires dans les régions rurales d'Arménie pour que les fermiers puissent conserver leurs produits et ensuite les vendre aux exportateurs. Il y aura des entrepôts et des systèmes de contrôle de qualité dans la région de l'aéroport. Le chef du département a annoncé que 3 points de collecte des denrées alimentaires avaient été déjà créés.

Selon lui, les travaux de la création du conseil de coordination du programme est actuellement en cours. Le conseil aura 3 composants, et des chefs seront élus.

H. Mirzoyan a également indiqué que les compagnies ayant entamées une activité dans les zones de libre échange se libér-

raient de l'impôt sur le revenu, de la taxe de douane et de la TVA. " Les entreprises arméniennes et étrangères s'intéressent à entamer une activité dans la zone de libre échange. Je suis convaincu que d'ici la fin 2010 le programme deviendra une réalité et un jour toutes les régions d'Arménie auront la possibilité d'être incluse dans ce programme ", a déclaré H. Mirzoyan. Il a été mentionné qu'une loi sur les zones de libre échange est développée.

H. Mirzoyan a informé que par la conception de la zone de libre échange il était prévu d'augmenter les exportations de 20 % annuellement. Des produits agricoles de 19 millions de dollars ont été exportés de l'Arménie en 2009.

" Les zones de libre échange sont créées dans les économies aux taux de croissance élevés et ils contribuent à la croissance des exportations et la création d'emplois, ainsi qu'ils donnent la possibilité d'introduire de nouvelles technologies dans le pays. J'espère que de telles activités en Arménie contribueront à l'augmentation des exportations, ce qui aboutira au développement de l'économie ", a dit H. Mirzoyan.

## Jermuk deviendra un lieu de repos d'importance internationale

Par Hasmik Hakobian

Par la décision du gouvernement arménien, la ville de Jermuk deviendra un lieu de repos d'importance internationale, a déclaré Nerses Yeritsian, ministre de l'Économie de la RA, lors de la conférence de presse du 22 février, ajoutant qu'un modèle tridimensionnel numérique de la ville et de la localité adjacente sera prêt d'ici mai. Le modèle inclura les zones spéciales de la ville et les voies de développement des infrastructures. Les frais de recherches des possibilités de tourisme de Jermuk fera de 200 mille de dollars environ, une partie de cette somme sera allouée par le gouvernement, le reste - par la mairie

de Jermuk, a dit le ministre.

Il a dit que la délégation dirigée par lui avait visité Verbier (Suisse) du 8 au 11 février pour se mettre au courant des ressemblances des célèbres lieux de repos suisses et de Jermuk et étudier leur expérience. La délégation a visité des stations SPA, des centres de ski, l'aéroport local et s'est intéressée de l'activité de l'Usine de traitement d'ordures ménagères.

Le ministre a dit que selon l'accord avec la Suisse un téléphérique de 2 à 3 km exploité depuis 10 ans serait acheté pour Jermuk de ce pays. Il a expliqué que le téléphérique avait été démonté car une autre infrastructure était prévue de créer dans ce

lieu.

N. Yeritsian a dit qu'ils avaient une certaine hésitation liée au développement du tourisme à Jermuk, mais elle avait disparu après être mis au courant de l'expérience suisse. " Si on fait des investissements dans la vraie direction, on recevra un énorme profit. L'hiver dur et les montagnes créent des problèmes pour nous, mais pour les Suisses, ils sont une opportunité de gagner des milliards. Il faut entreprendre des pas conséquents dans cette direction et nous devrions avancer non pas à une allure d'escargot, mais nous devrions réussir à attirer des investissements considérables au moyen d'une stratégie précise ", a souligné le ministre.

## Nerses Yeritsian : La crise est restée en arrière, cependant il faut surmonter les défis du futur

Début à la page 1

trie", a déclaré N. Yeritsian. Il a ajouté que ces programmes seraient exécutés pendant 5 ou 7 ans, mais des travaux intenses étaient menés dès aujourd'hui.

Selon le ministre, il est nécessaire de créer des infrastructures, par lesquelles " nous pourrions financer notre croissance et développement et la dépendance de notre économie au monde deviendra plus proactive et gérable au lieu d'être sensible ". Selon lui, les réformes devraient être exécutées dans 3 directions : la direction des secteurs privés et publics, déplacez-vous à un nouveau système de pension et à une introduction de compagnies d'assurance.

N. Yeritsian a dit qu'un dialogue sérieux sur les problèmes indiqués commencerait cette année et le Programme de développement stable serait révisé à la fin de 2010. "Nous développerons un nouveau programme au cours du

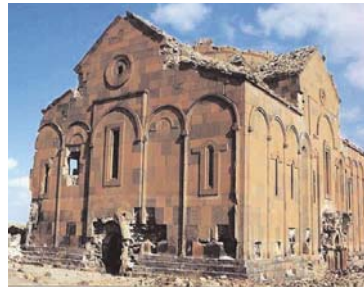
dialogue et de la recherche indépendante, et en cas de la solution de ses problèmes, l'Arménie deviendra un état à un rôle sérieux dans la région. C'est-à-dire, au lieu d'utiliser des normes, nous seront impliqués dans divers développements régionaux, nous créerons des normes nous-mêmes", a souligné N. Yeritsian.

Le ministre a indiqué qu'une croissance économique de 2,4 % avait été enregistrée en janvier 2010 grâce à plusieurs amendements législatifs faits pendant l'année dernière. Toutes les compagnies qui avaient investis plus de 300 millions de drams (1 million de dollars environ) n'ont pas payé de TVA à la frontière contre les technologies et l'équipement importé pour leur production. Des équipements de plus de 3 millions de dollars ont été déjà importés en Arménie. Cela signifie que " cette année nous verrons le résultat de la croissance de la productivité "

Outre cela, une assistance financière de 14 milliards de drams environ a été fournie à 50 ou 60 petites et moyennes entreprises en 2009. " Ce sont des sociétés visant à l'exportation, c'est-à-dire le résultat deviendra bientôt visible ", a souligné N. Yeritsian. Selon lui, des sommes considérables ont été également réalisées dans les infrastructures qui avait de l'impact sur les indices de croissance économique.

Quant à la chute de 10,7 % dans le secteur de construction en janvier 2010, N. Yeritsian a indiqué que la réaction du gouvernement à la chute du secteur était limitée. "Le gouvernement n'a jamais aspiré et essayé de complètement compenser la chute de la construction. Les investissements dans la construction ont été limités par ce que les conséquences sociales soient prévenues et n'aboutissent pas à l'effondrement de ce secteur", a-t-il souligné.

## "Ani-Tour"



L'Agence de Voyage organise des tours de 7 et 14 jours en Arménie historique

Pour information, contactez (091) 203-206 ou (094) 203-206, écrivez-nous par info@anitour.org ou bien visitez-nous à Erévan, rue Isahakian 28, chambre No 20

**Ne manquez pas cette opportunité exclusive et réalisez vos rêves.**

## Aucun Français n'est seul à l'étranger



Inscrivez-vous à l'Union des Français d'ARMÉNIE!  
Votez pour nos sénateurs!  
Nombreux avantages-conseils, assurances maladie!

BP 7 - EREVAN 0010  
Email: contact@ufe-am.com  
Tél: 091 512606 - 093 630621  
www.ufe-am.com

## A PARIS

A LOUER  
QUARTIER CHAMPS-ELYSEES  
STUDIOS MEUBLES

Location par mois

écrire YEZEGUELIAN - 34 avenue des  
Champs-Élysées - Paris 75008  
mail: Gerancia34@wanadoo.fr  
Tel.: 00-331-43596519



## Peter Semneby : L'UE espère signer un accord d'association au Caucase du Sud

" Dans les trois pays du Caucase du Sud l'Union européenne a commencé un processus qui espère achever par la signature d'un accord d'association", a dit Peter Semneby, représentant spécial de l'UE pour le Caucase du Sud, dans son interview accordée au service azéri de la radio "Liberté". Selon le fonctionnaire européen, " c'est un nouveau pas qui prédestine des relations politiques plus fermes ". La signature d'un accord d'association avec l'Europe aboutira également à la libéralisation de commerce et de mouvement des gens pour l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie. Selon P. Semneby, en cas où un progrès soit enregistré dans les négociations de la signature d'un accord d'association, cela aura une influence perceptible dans la mise en œuvre des réformes dans divers domaines. Tout en évoquant le programme du partenariat oriental, Peter Semneby a dit qu' "il y avait beaucoup à faire" dans cette question. Selon lui, "le processus suppose plusieurs pas bureaucra-

tiques ". Il a parlé du problème du Haut-Karabagh, de la réconciliation arméno-turque, de l'influence de la situation délicate créée en Géorgie. Semneby a exprimé l'espoir que dans le cadre de sa visite à la région, il avancera également les thèmes sur la suprématie de la loi, des droits de l'homme et de la liberté de la presse. En réponse à la question, comment évalue-t-il les derniers amendements fait à la loi " Sur la presse " de l'Azerbaïdjan, selon lesquels il est défendu aux journaux-listes de faire des enregistrements vidéos à la place de l'incident permise par les corps de maintien de l'ordre, Semneby a dit : " C'est une question soulevée non seulement par moi, mais par les autres représentants de l'UE aussi ". Selon certains journalistes azéris, ces changements mettent en danger la liberté d'expression. La radio "Liberté" s'est mise au courant des sources diplomatiques que le représentant spécial de l'Union européenne pour le Caucase du Sud visitera Erévan le 2 mars.

## Proposition de création d'un cadre de travail pour unir les Arméniens de la diaspora



**De Harut Sassounian**  
Édité par The California Courier  
Éditorial de Sassounian du 25 février 2010

Les Arméniens sont de fervents partisans de l'unité nationale. En réalité, cela les obsède.

Et pourtant, malgré toutes les discussions sur l'unification du peuple arménien, les poésies enflammées et les chansons patriotiques sur les avantages de l'unité, ce rêve chéri reste insaisissable. Les exemples de tentatives ratées d'unité sont abondants. Même à des époques périlleuses, les Arméniens n'ont pas réussi à s'accorder et ont marché à des rythmes différents.

Cependant, un nombre croissant d'Arméniens ayant compris que l'unité est primordiale pour leur survie nationale, ils ont réussi ces dernières années à enregistrer de modestes succès dans la construction d'une coalition. Le Fond Arménien mondial "Hayastan", et le Fond Arménien Unifié, basé aux USA, constituent un regroupement des principales organisations de la communauté, qui effectuent des actions humanitaires en Arménie et en Artsakh (Karabagh).

Ironiquement, les partisans de l'unité ont proliféré, mais également les schémas pour unifier les Arméniens, menant à de nouvelles divisions potentielles sur la manière de réussir l'unification ! Il existe à présent plusieurs initiatives dans diverses parties du monde, allant de regrouper toutes les organisations arméniennes sous un même chapeau, à grouper les professionnels arméniens, les associations de compatriotes et les Arméniens occidentaux. Dans un précédent article, la simple référence au besoin d'une structure organisationnelle mondiale pour la diaspora a généré une réponse positive massive.

Si tous les schémas d'unité en cours méritent une grande consid-

ération, et si leurs défenseurs finissent main dans la main, j'aimerais présenter ici quelques idées préliminaires qui sont le résultat de plusieurs années de réflexion et de discussions sérieuses concernant les individus et les leaders des communautés dans différents pays.

Le modèle que je suggère implique l'établissement d'un cadre de travail pour l'unité, représentant les Arméniens de toute la diaspora, excluant ceux vivant dans la République d'Arménie et en Artsakh qui sont déjà représentés par leurs gouvernements respectifs. Les sept millions estimés d'Arméniens en diaspora seraient autorisés à élire un représentant pour tout groupe de 20 000 Arméniens vivant dans un district électoral spécifique.

Les candidats remplissant certaines qualifications préétablies pourront se désigner eux-mêmes pour représenter les 20 000 Arméniens de leur district. Les électeurs auront au moins 18 ans, seront d'origine arménienne, et auront une adresse postale ou électronique vérifiable dans leur district électoral. Les Arméniens satisfaisant à ces critères pourront participer aux élections, quelle que soit leur citoyenneté, leur pays d'origine, leur affiliation religieuse ou politique. L'élection serait organisée sur la base du principe démocratique du "un homme, un vote !"

Dans les pays à large population arménienne, plusieurs candidats seront élus pour représenter chaque groupe de 20 000 résidents. Dans les régions du monde peu peuplées d'Arméniens, et où les 20 000 Arméniens pourraient être éparpillés dans plusieurs pays, un individu élu représenterait les résidents arméniens de ces pays. Au départ, il y aura peut-être un nombre peu élevé d'électeurs.

Cependant, lorsque la nouvelle structure gagnera en force et en légitimité, elle attirera un plus grand nombre de participants. Les élections ne devront pas obligatoirement avoir lieu en même temps dans toute la diaspora. Elles

pourraient au départ se tenir dans une région pour tester la faisabilité des procédures électorales. À cet égard, j'accueille chaleureusement la récente décision des leaders de la communauté franco-arménienne de tenir des élections nationales en France l'an prochain, pour choisir leurs représentants.

Il est important de noter que seuls ceux qui seront élus par le peuple pourront véritablement déclarer qu'ils représentent les Arméniens résidant dans leur district, tandis que les leaders des autres communautés ne pourront prétendre représenter que les membres de leur propre organisation ! Par conséquent, le corps global des 350 représentants de tous les districts électoraux de la diaspora pourra officiellement affirmer qu'il représente les Arméniens du monde, excepté l'Arménie et l'Artsakh.

Ce corps collectif aura un Président élu ou un Directeur, des comités et des sous-comités traitant des questions de culture, de langage, de religion, d'éducation, d'affaires étrangères, des droits des minorités arméniennes, des relations avec l'Arménie et l'Artsakh, de la reconnaissance du génocide, des demandes de réparations à la Turquie et des affaires financières.

Ce corps, fort de 350 membres se réunira régulièrement et prendra des décisions sur la base d'un vote à la majorité. Sur des questions critiques, le corps pourra adopter des décisions à la majorité des deux tiers. Ses décisions reflèteront l'opinion de toute la diaspora, et non d'une organisation en particulier. Les organisations arméniennes qui existent déjà continueront à exercer leur fonction sans entrave ni concurrence par rapport à cette nouvelle entité transnationale.

En fait, les organisations de la communauté pourraient étendre leur portée et augmenter leur influence en faisant du lobbying auprès des représentants élus de ce nouveau corps pour qu'ils adoptent leurs programmes respectifs. Puisque aujourd'hui, les dirigeants

de la diaspora sont des membres importants de leurs communautés, il ne serait pas surprenant de voir nombre d'entre eux être élus dans cette nouvelle entité par vote populaire.

Un avantage clé de cette nouvelle structure serait la possibilité de sa reconnaissance par les Nations Unies et d'autres organisations régionales et internationales ainsi que par des organisations non gouvernementales (ONG), et elle aurait le droit de représenter et de parler au nom des Arméniens de la diaspora.

Les représentants de la nouvelle entité dans une ville ou un pays en particulier pourraient aussi dialoguer avec les autorités locales de la part des Arméniens résidant dans cette région. Par exemple, la dispute récente parmi les Arméniens américains pour savoir quel groupe représenterait la communauté lors de la rencontre avec la Secrétaire d'État Hillary Clinton aurait pu être facilement évitée si le corps transnational proposé ici avait existé. De plus, les responsables du gouvernement arménien ainsi que les dirigeants étrangers sauraient à qui s'adresser lorsqu'ils auront besoin de contacter les représentants élus de la diaspora.

Les représentants de cette nouvelle structure pourraient également avaliser des candidats pour des élections nationales dans différents pays. Ce rôle deviendrait crucial pour des élections clés ou lorsque plusieurs candidats arméniens se présenteraient pour le même siège ce qui diviserait le vote arménien, impliquant ainsi la défaite de tous les candidats. Les candidats avalisés par cette entité jouiraient du soutien de la majorité des électeurs locaux.

Avant d'essayer de mettre en place une initiative aussi ambitieuse, plusieurs mesures importantes doivent être prises:

1) Une équipe de chercheurs devra étudier les schémas similaires créés par Israël, la Grèce, le Liban, l'Italie et d'autres pays afin de bénéficier de leur expérience.

Cette étude pourrait être menée par l'USC Institut des Études Arméniennes qui formulerait ensuite les meilleurs mécanismes permettant la tenue d'élections mondiales, y compris une estimation du nombre de votants dans chaque pays, les qualifications des électeurs et des candidats, et les mesures visant à prévenir la fraude. L'Institut pourrait aussi proposer des détails importants sur la structure et la fonction du corps collectif (procédures de réunion, comités et sous-comité, procédures de rappel, durée des mandats, élection des présidents et vice-président).

2) Avant d'annoncer publiquement l'établissement de ce cadre de travail sur l'unité, le comité organisateur devra contacter les leaders des organisations influentes de la diaspora pour les informer de la nouvelle initiative et recueillir leurs suggestions et leur soutien.

3) Le comité organisateur devra également briefer les responsables gouvernementaux en Arménie et en Artsakh sur les objectifs de la nouvelle organisation, et s'assurer de leur soutien tacite sans qu'ils soient de fait impliqués. Une fois que le corps nouvellement élu sera fonctionnel, ses représentants légaux dialogueront avec les dirigeants de l'Arménie et de l'Artsakh de façon régulière. Il est très important de maintenir l'indépendance de la diaspora dans le monde, afin de protéger les Arméniens des pressions exercées par les puissances étrangères visant à influencer les décisions de la nouvelle entité.

Une fois établie, cette organisation transnationale créera pour la première fois un corps représentatif dans la diaspora, avec des objectifs politiques et économiques, capable de promouvoir les intérêts arméniens, de préserver les valeurs culturelles et de défendre les droits des Arméniens dans le monde entier.

©Traduction de l'anglais:  
C.Gardon pour le Collectif VAN -  
25 février 2010 - 07:23 -  
www.collectifvan.org

## Le voisinage contesté de l'Europe

Début à la page 2

lors du processus d'Helsinki. La Russie embrasse une politique et une doctrine militaire qui font de l'OTAN une menace et justifient une intervention dans les pays de cette région. Même enrobée de douces paroles aux accents diplomatiques, la nouvelle proposition pour la sécurité en Europe émise par le président russe Dmitri Medvedev a pour but manifeste de stopper et de faire reculer toute influence occidentale.

Plutôt que de se tourner vers le vingt-et-unième siècle, la Russie est, semble-t-il, déterminée à revenir aux stratégies du dix-neuvième siècle. Et comme l'administration Obama accorde toute son attention à l'Iran et à l'Afghanistan, le Kremlin espère que l'Occident en mal de coopération accèdera à ses requêtes.

Mais il ne s'agit pas seulement de paroles. Il y a dix-huit mois, une guerre a eu lieu en Europe entre la Russie et la Géorgie. Une petite guerre certes, mais qui soulevait de

grandes questions. Elle ne portait pas sur le futur statut de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud, régions sécessionnistes géorgiennes soutenues par la Russie (même si c'était réellement l'origine du conflit). En réalité, la guerre tirait son origine dans le fait que la Géorgie souhaitait s'aligner sur l'Occident et que la Russie était bien déterminée à l'en empêcher.

Nombre de diplomates préféreraient oublier la guerre russo-géorgienne ou la glisser sous le tapis. Mais aucune des tensions sous-jacentes ne sont résolues. Aucune perspective stable ne se dessine pour l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud. La Russie n'a pas abandonné son objectif de briser le souhait de la Géorgie de s'occidentaliser. L'instabilité et le séparatisme s'intensifient dans le Caucase du Nord, ce qui rend la région encore plus explosive.

Fin janvier, l'administration Obama a, pour la première fois, clairement réaffirmé la stratégie d'élargissement démocratique qui a guidé la pensée occidentale depuis

la chute du rideau de fer il y a vingt ans. Lors d'une allocution à Paris, la secrétaire d'État Hillary Clinton nous a rappelé que l'OTAN et l'élargissement de l'UE avaient apportés un niveau de stabilité et de sécurité sans précédent dans la partie orientale du continent, que cette stabilité avait également servi la Russie et qu'il était crucial que l'Europe reste ouverte à d'autres élargissements.

Clinton a poursuivi en rejetant comme inutile l'appel de Medvedev à redessiner les dispositions actuelles sur la sécurité en Europe. L'OTAN a aussi fini par ébaucher un programme de défense et autres mesures stratégiques pour rassurer ses alliés d'Europe centrale et orientale, qui s'inquiètent de plus en plus de la nouvelle affirmation de la Russie.

Mais qu'en est-il des pays entre deux - comme l'Ukraine, la Géorgie et le Caucase du Sud ? L'Ukraine vient juste de choisir Viktor Yanoukovitch comme président. Ce dernier ne suivra vraisemblablement pas l'agenda d'intégration à l'OTAN, et s'il respecte son engage-

ment à rejoindre une union douanière avec la Russie, le Belarus et le Kazakhstan, toute adhésion à l'UE serait exclue. Mais cela n'est pas pour autant synonyme de la fin des tensions avec la Russie.

Nonobstant la victoire de Yanoukovitch, l'Ukraine devient de plus en plus européenne et sort peu à peu de l'orbite de la Russie, de manière plus ou moins chaotique. Quels que soient les sentiments que portent les Géorgiens à leur président Mikheil Saakachvili, ils désirent aussi s'occidentaliser. Les efforts que la Russie fait pour dominer ces pays vont probablement perdurer et avoir le goût de la pomme de discorde.

Mais que fait l'Occident ? A vrai dire, l'Occident n'a aujourd'hui plus de grand dessein pour l'Orient. La vision morale et stratégique des années 1990 s'est essouffée. Elle a fini par s'arrêter complètement suite au choc de la guerre russo-géorgienne et des dernières élections en Ukraine. Au vu de l'accueil des mots limpides de Clinton sur le besoin de protéger le droit des pays à décider de leur propre sort, inutile d'aller bien loin en Europe pour entendre le bruit courir qu'une sorte de "Finlandisation" serait un bon compromis pour des pays comme l'Ukraine et la Géorgie.

Il est grand temps que l'Occident réfléchisse à ce qui est stratégique et ce qui ne l'est pas. Il y a vingt ans, l'Occident a rejeté les "sphères d'influence", car l'histoire sanglante de l'Europe nous a montré que forcer des nations à s'aligner sur les autres contre leur gré n'est pas juste et constitue une source de conflit pour l'avenir.

Si nous le pensons aujourd'hui encore, il nous faut adopter une vision morale et stratégique pour ces pays et l'étayer d'une véritable stratégie. Nous devons être clair avec Moscou : elle a le droit à la sécurité, mais pas d'intervenir dans les affaires de ses voisins ni de faire renverser leurs gouvernements ou de les priver de leur aspiration à une politique étrangère qui leur est propre.

Barack Obama a raison de tenter de faire repartir de zéro les relations avec le Kremlin et d'attaquer une Russie révisionniste. Mais cela doit se faire à l'appui d'une stratégie définie. Au moment où les Etats-Unis et la Russie se rapprochent avec un nouveau traité sur les armes, il est temps de s'interroger sur la manière dont il faut traiter le voisinage contesté de l'Europe.

Copyright: Project Syndicate, 2010.



Directeur Général: Tigran Haroutiunian  
Rédacteur en chef: Haroutiun Khachatryan  
Traductrice: Nona Petrossian  
Directeur de Publication: Marina Haroutiunyan  
Mise en Forme: Hayk Hovhannissian

Editeur: Noyan Tapan SARR  
N°28 Rue Isahakian, Erevan, 0009  
République d'Arménie  
Date et N° de Régistre:  
15.12.1995; 273.110.00512  
Tirage: 1000 copies  
Tel:(37410) 56-59-65, Fax:(37410) 52-43-18  
E-mail: contact@nt.am  
URL: www.nt.am

L'édition Française de Noyan Tapan L'essentiel est sponsorisée par Mr. Raymond Yézégoulian.